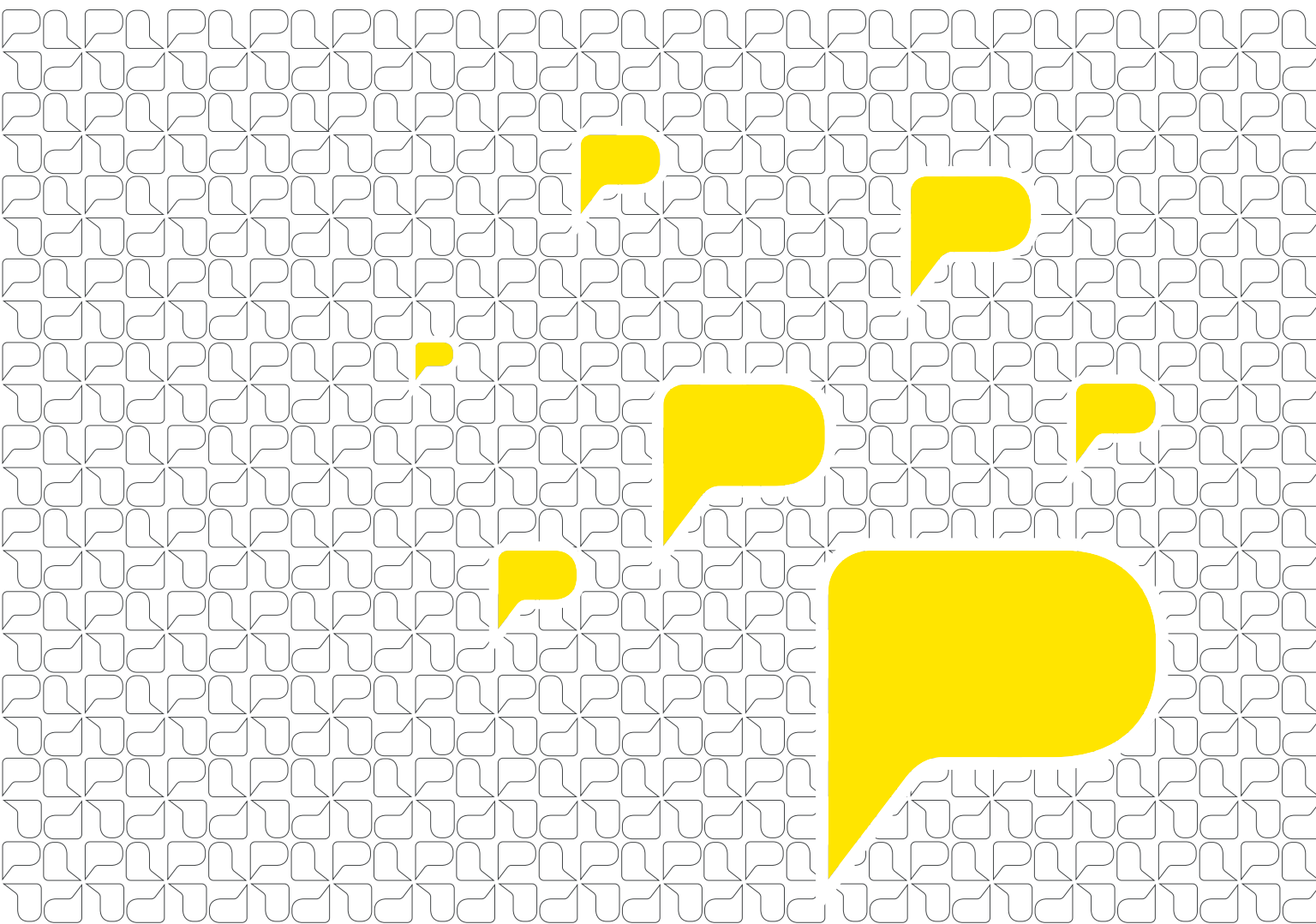


2016 | RAPPORT ANNUEL



ON EST LÀ.



DEPUIS 1852, PROMUTUEL ASSURANCE S'EST ANCRÉE GRADUELLEMENT DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC. AU FIL DU TEMPS, NOUS AVONS TISSÉ DES LIENS PERSONNALISÉS AVEC NOS MEMBRES-ASSURÉS PAR LA PROXIMITÉ DE NOS SERVICES ET DÉMONTRÉ UNE CAPACITÉ D'ADAPTATION PEU COMMUNE. DANS LE MARCHÉ D'AUJOURD'HUI, IL S'AGIT ASSURÉMENT D'ATOUS DE TAILLE.



UNE ÉVOLUTION QUI SE POURSUIT

Encore une fois, en 2016, suivant une tendance qui ne se dément pas, l'industrie de l'assurance a poursuivi son évolution rapide, ponctuée par divers phénomènes et transformations.

Consolidations, année record de catastrophes naturelles au Canada, accroissement de l'économie de partage... Nous évoluons dans un marché aux enjeux complexes et multiples, lesquels nous obligent à redoubler d'agilité et d'efficacité opérationnelle. À cet égard, Promutuel Assurance se démarque par sa capacité éprouvée à adapter ses façons de faire et à voir loin devant. Ces forces, conjuguées à une vision claire, permettent à votre Société mutuelle de bien tirer son épingle du jeu dans un paysage hautement compétitif.

Nous sommes déterminés à poursuivre notre développement et à continuer d'offrir à nos clients un service hors pair à la hauteur de leurs attentes. Ces grands objectifs nous ont guidés dans nos décisions d'affaires en 2016, une autre année de changements et de défis, lesquels nous apparaissent comme autant de possibilités de réussites et de réalisations!

DES ATTENTES QUI ÉVOLUENT AUSSI

Promutuel Assurance a toujours été à l'écoute de ses membres-assurés. Votre Société mutuelle fait partie d'un réseau présent partout au Québec grâce à plus de 100 points de service. Nous offrons un service personnalisé, car nous comprenons la réalité des communautés que nous desservons.

Mais à l'image de l'industrie de l'assurance, les attentes des consommateurs évoluent constamment. Plus que jamais, nous désirons donc connaître leurs nouveaux besoins et suivre le rythme des transformations, et les nouvelles technologies nous sont notamment très utiles à cet effet.

En 2016, nous avons ainsi poursuivi nos démarches pour optimiser nos processus, simplifier la vie des clients et leur offrir une expérience inégalée à toutes les étapes de notre relation avec eux.

UNE PRÉSENCE NUMÉRIQUE ACCRUE

Et l'une des manières d'y arriver est bien sûr d'accentuer sa présence sur le Web. En 2015, Promutuel Assurance a pris un grand virage numérique. En 2016, nous avons accru notre présence et adapté davantage nos outils aux besoins des consommateurs.

Par exemple, nous avons maintenant un site Web adapté à la navigation mobile. Notre offre sur Internet a aussi évolué. Depuis juin 2016, nous offrons la possibilité d'obtenir une tarification en ligne pour les véhicules récréatifs. Les propriétaires d'un VTT, d'une motoneige, d'une caravane, d'une autocaravane, d'une motocyclette ou d'un cyclomoteur peuvent magasiner leurs assurances de façon simple et rapide.

Promutuel Assurance a aussi augmenté sa présence sur les médias sociaux. Articles de blogue, partage d'information intéressante sur nos différentes plates-formes, tenue de concours et de jeux ainsi que diffusion d'une série Web sur l'assurance, « Les minutes jaunes », sont autant de façons d'être là pour les clients et de répondre à leurs questions.

DES RÉSULTATS POSITIFS

Une fois de plus en 2016, nous n'avons rien négligé pour assurer le succès de votre Société mutuelle. Nous sommes donc fiers de vous annoncer que nous affichons une croissance. Au terme de l'année qui vient de s'écouler, notre volume-primes s'élève à 48 372 000 \$, ce qui représente une hausse de 2 % par rapport à 2015.

Ces résultats positifs sont à l'image des efforts constants de notre équipe dynamique qui, dans toutes ses actions, est motivée par le désir de vous offrir ce qu'il y a de mieux.

En 2016, un total de 28 957 000 \$ a été versé en indemnités à nos membres-assurés victimes d'un sinistre. Il s'agit d'une hausse de 10 %, comparativement à 2015.

En matière de sinistralité, l'année 2016 a été marquée par un grand nombre de pertes majeures, dont plusieurs incendies. De plus, les tempêtes de neige dans le dernier trimestre ont eu pour effet d'augmenter la fréquence des réclamations en assurance automobile.

D'autres phénomènes climatiques ont aussi causé des dommages, ce qui conduit à une perte d'assurance de 79 000 \$. Toutefois, les revenus de placement nous ont permis de dégager un bénéfice et de terminer l'année avec un profit net d'entreprise de 913 000 \$. Enfin, l'avoir des membres, qui s'élève à 33 377 000 \$ au terme de l'année 2016, illustre bien la solidité financière de votre Société mutuelle.

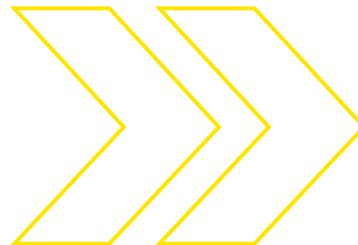
PROXIMITÉ ET ENGAGEMENT

En 2016, l'engagement de votre Société mutuelle a encore une fois pris plusieurs formes. Nous avons été présents dans les communautés, fidèles à nos valeurs mutualistes, pour appuyer des causes et événements importants. En voici des exemples : la Fondation Foyer de la Pérade, la Fête des voisins de Saint-Séverin, la journée Grandes cultures de la Mauricie, le Club Holstein Champlain-Laviolette, le Gala Artisan des Chenaux, la soirée reconnaissance organisée par le Pôle d'économie sociale Mauricie, la Fondation des services santé et sociaux de Portneuf, les Chevaliers de Colomb, les Coopératives jeunesse de services (CJS) dans Portneuf, le salon Contact Emploi Portneuf, le Relais pour la vie, l'Exposition agricole de Portneuf, le Club Rotary du Cap-de-la-Madeleine, le Festival de blues de Donnacona, la Société d'histoire et de généalogie de Saint-Casimir et Secondaire en spectacle à Saint-Raymond. Enfin, encore cette année, notre comité de bénévolat, formé d'employés de la Société mutuelle, a soutenu des causes qui nous tiennent à cœur, notamment le souper bénéfique pour Chloé Bertrand, atteinte d'un cancer.

Nous tenons à remercier les dirigeants et les employés de leur excellent travail. Grâce à leur talent et à leur dévouement, nous poursuivons notre croissance et pouvons contribuer à la vitalité de notre région.

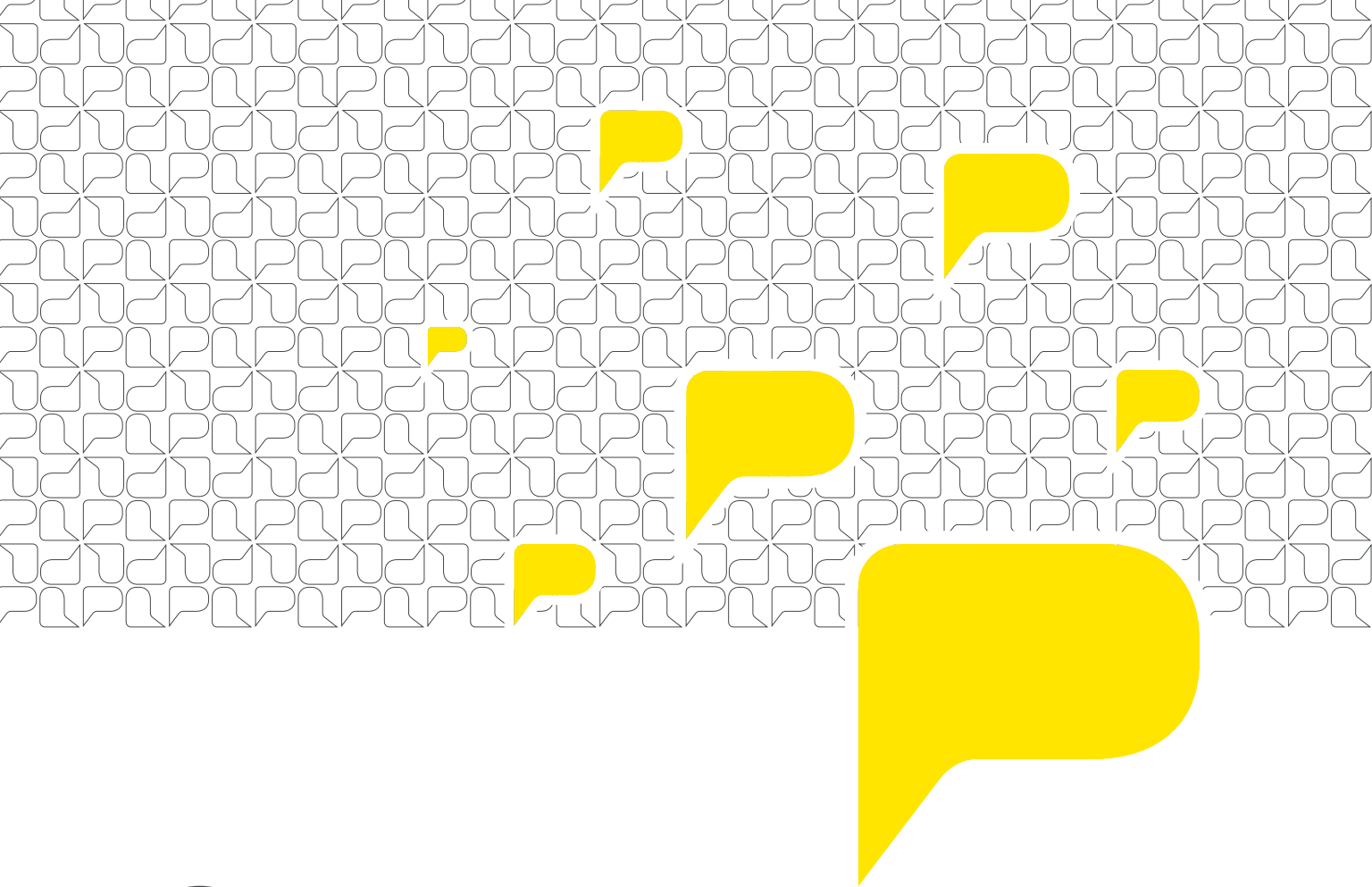
Nous remercions également nos courtiers, qui sont de précieux partenaires d'affaires et contribuent à faire de notre Société mutuelle une organisation florissante.

Et merci à vous, chers membres-assurés, de nous faire confiance et de choisir un assureur 100 % québécois. Vous investissez du même coup dans l'économie locale. Sachez que nous sommes fiers d'être là pour vous et que votre satisfaction est notre raison d'être.



**LE PRÉSIDENT,
MICHEL GAUTHIER**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,
CLAUDE FRENETTE**



44 267

PERSONNES ASSURÉES



48 372 000 \$

EN PRIMES SOUSCRITES



28 957 000 \$

VERSÉS EN INDEMNITÉS



33 377 000 \$

EN AVOIR DES MEMBRES

Rapport de la direction

La direction de la société garantit l'objectivité et la fidélité des états financiers consolidés et de l'information contenue dans le présent rapport. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière.

La société maintient des systèmes de comptabilité et des contrôles administratifs appropriés dans les circonstances, dans les limites d'un coût acceptable. Les procédés utilisés visent à assurer, dans une mesure raisonnable, la bonne comptabilisation, la fiabilité de l'information et la protection de l'actif de la société.

Le comité de vérification est composé uniquement de membres du conseil d'administration, lesquels sont extérieurs au personnel de la société. Le comité tient régulièrement des réunions avec l'auditeur et la direction pour traiter des considérations touchant leurs rôles respectifs de même que de la présentation du rapport financier.

L'auditeur est nommé en vertu de la Loi sur les assurances. Il a la responsabilité de faire rapport aux membres, aux administrateurs et à l'Autorité des marchés financiers quant à la fidélité de la présentation des états financiers de la société, conformément aux Normes internationales d'information financière. L'auditeur s'acquitte de cette responsabilité en effectuant un audit de ces états financiers consolidés selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada.

L'actuaire est nommé par le conseil d'administration de la société. L'actuaire doit s'assurer que les hypothèses et les méthodes utilisées pour l'évaluation du passif des polices sont conformes à la pratique actuarielle reconnue au Canada, aux lois en vigueur et aux règlements et directives en la matière.

L'actuaire doit émettre une opinion sur le caractère approprié du passif des polices à la date du bilan à l'égard de la totalité des obligations de la société envers les titulaires de polices. Le travail nécessaire pour former cette opinion englobe un examen de la suffisance et de la fiabilité des données sur les polices et une analyse de la capacité de l'actif d'appuyer le passif des polices.

L'actuaire doit, sur une base annuelle, analyser la santé financière de la société et préparer un rapport à l'intention du conseil d'administration. Cette analyse permet de vérifier la suffisance du capital détenu par la société au 31 décembre 2016 advenant des circonstances économiques et commerciales défavorables.

Les états financiers consolidés ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration. Les rapports de l'auditeur et le certificat de l'actuaire figurent ci-après.

Le directeur général,

Claude Frenette

Saint-Basile, le 22 février 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'intention des membres de Promutuel Portneuf-Champlain, société mutuelle d'assurance générale

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Promutuel Portneuf-Champlain, société mutuelle d'assurance générale, qui comprennent les bilans consolidés au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015, les états du résultat et du résultat étendu consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices terminés le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2015, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Promutuel Portneuf-Champlain, société mutuelle d'assurance générale au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices terminés le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2015, conformément aux Normes internationales d'information financière.

La vice-présidence – Vérification,



Normand Morin, CPA Auditeur, CA, FPAA
Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale
2000, boulevard Lebourgneuf
Québec (Québec) G2K 0B6

Québec, le 22 février 2017

Certificat de l'actuaire

À l'intention des membres de Promutuel Portneuf-Champlain, société mutuelle d'assurance générale

J'ai évalué le passif des polices dans le bilan consolidé de Promutuel Portneuf-Champlain, société mutuelle d'assurance générale au 31 décembre 2016 et sa variation dans l'état du résultat consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada, notamment en procédant à la sélection d'hypothèses et de méthodes d'évaluation appropriées.

À mon avis, les données utilisées dans le cadre de l'évaluation de ces provisions sont fiables et suffisantes. J'ai vérifié la concordance des données d'évaluation avec les documents financiers de l'assureur.

À mon avis, le montant du passif des polices constitue une provision appropriée à l'égard de la totalité des obligations afférentes aux polices. De plus, les résultats sont fidèlement présentés dans les états financiers consolidés.



Simon Girard, FICA
Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale

Québec, le 22 février 2017

États du résultat et résultat étendu consolidés

Exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

RÉSULTAT CONSOLIDÉ	2016	2015
REVENUS		
Primes souscrites	48 372 \$	47 204 \$
Diminution (augmentation) des primes brutes non gagnées	(1 097)	1 248
Primes brutes gagnées	47 275	48 452
Cession au réassureur	9 573	9 533
Primes nettes gagnées	37 702	38 919
COÛT DES SINISTRES		
Indemnités et frais inhérents	28 957	26 368
Recouvrement du réassureur	3 587	3 160
Sinistres nets	25 370	23 208
FRAIS		
Opérations	13 308	13 467
Taxes sur primes	1 645	1 667
Revenus de commissions de réassurance	(2 446)	(2 613)
Autres revenus liés aux frais d'opérations	(96)	(95)
Total des frais nets	12 411	12 426
RÉSULTAT CONSOLIDÉ D'ASSURANCE	(79)	3 285
Revenus nets de placement (Note 6)	2 517	2 333
Intérêts revenus (dépendances) sur financement des régimes de retraite	(6)	(1)
Autres frais (Note 7)	(1 046)	(1 017)
RÉSULTAT CONSOLIDÉ AVANT IMPÔTS	1 386	4 600
Impôts sur le résultat (Note 9)	473	1 224
RÉSULTAT CONSOLIDÉ NET	913 \$	3 376 \$
RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ		
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	913 \$	3 376 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ		
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur les actifs disponibles à la vente, nets des impôts	577	(678)
Reclassement dans le résultat net de l'exercice, des pertes (gains) réalisé(e)s sur les actifs disponibles à la vente, nettes(nets) des impôts	(43)	
	534	(678)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite, nets(nettes) des impôts	(554)	(13)
Total des autres éléments du résultat étendu	(20)	(691)
RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ	893 \$	2 685 \$

États des variations des capitaux propres consolidés

Exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Cumul des autres éléments du résultat étendu consolidé			Total
	Excédents non répartis consolidés	Gains (pertes) sur les actifs disponibles à la vente	Gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite	
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2014	28 577 \$	2 422 \$	(1 200) \$	29 799 \$
Résultat étendu consolidé	3 376	(678)	(13)	2 685
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2015	31 953 \$	1 744 \$	(1 213) \$	32 484 \$
Résultat étendu consolidé	913	534	(554)	893
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2016	32 866 \$	2 278 \$	(1 767) \$	33 377 \$

États des flux de trésorerie consolidés

Exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2016	2015
OPÉRATIONS		
Résultat net consolidé	913 \$	3 376 \$
Éléments hors trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	167	177
Amortissement des immobilisations incorporelles	932	1 017
Pertes (gains) sur placements	(59)	
Pertes (gains) sur disposition d'immobilisations corporelles	(2)	1
Dépréciation d'actif	112	
Frais relatifs aux régimes de retraite	393	497
Impôts différés	(182)	(167)
Revenus capitalisés sur placement	(1 002)	(716)
	1 272	4 185
Frais de gestion des régimes de retraite dans les autres éléments du résultat étendu		(19)
Impôts exigibles sur les autres éléments du résultat étendu	(196)	254
Variation des autres actifs et passifs opérationnels		
Débiteurs opérationnels	(460)	(448)
Actifs d'impôts exigibles à recevoir	(528)	(103)
Autres éléments d'actif, sauf l'actif au titre des régimes de retraite	(721)	1 332
Provisions	3 144	(3 262)
Créditeurs opérationnels	409	332
Passifs d'impôts exigibles à payer	(327)	(315)
Cotisations aux régimes de retraite	(394)	(384)
	2 199	1 572
INVESTISSEMENT		
Acquisitions		
Placements	(3 421)	(4 831)
Immobilisations corporelles	(8)	(60)
Immobilisations incorporelles	(2 614)	(255)
Dispositions		
Placements	6 474	2 585
Immobilisations corporelles	5	3
	436	(2 558)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	2 635	(986)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice (Note 11)	1 564	2 550
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 11)	4 199 \$	1 564 \$

Bilans consolidés

Aux 31 décembre

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

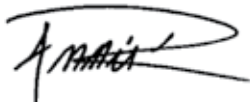
ACTIFS CONSOLIDÉS	2016	2015
LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 199 \$	1 564 \$
Placements (Note 12)	40 416	41 678
	44 615	43 242
PRIMES À RECEVOIR ET AUTRES DÉBITEURS		
Revenus courus sur placements	96	143
Primes à recevoir (Note 14)	16 317	15 146
Réassureur	435	583
Dépôts à valoir	142	710
Autres débiteurs	186	134
	17 176	16 716
ACTIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES	817	289
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
Part du réassureur dans les provisions pour :		
Sinistres en voie de règlement (Note 18)	4 091	3 669
Primes non gagnées (Note 19)	4 052	3 761
Frais reportés (Note 15)	2 152	2 205
Actif au titre des régimes de retraite (Note 8)	97	38
Autres	61	
	10 453	9 673
IMPÔTS DIFFÉRÉS (Note 9)	1 105	720
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 16)	3 255	3 417
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Note 17)	2 775	1 051
	80 196 \$	75 108 \$

Engagements (Note 26)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Michel Gauthier, président



Annie Roy, présidente du comité de vérification

Bilans consolidés

Aux 31 décembre

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

PASSIFS CONSOLIDÉS	2016	2015
PROVISIONS		
Sinistres en voie de règlement (Note 18)	14 795 \$	12 827 \$
Primes non gagnées (Note 19)	24 794	23 697
Commissions de réassurance non gagnées (Note 20)	1 133	1 054
	40 722	37 578
CRÉDITEURS		
Réassureur	610	416
Fournisseurs et autres frais courus (Note 21)	4 447	4 078
	5 057	4 494
PASSIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		327
PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE (Note 8)	946	131
PARTS SOCIALES (Note 22)	94	94
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS		
Excédents non répartis consolidés	32 866	31 953
Cumul des autres éléments du résultat étendu consolidé (Note 24)	511	531
	33 377	32 484
	80 196 \$	75 108 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Promutuel Portneuf-Champlain, société mutuelle d'assurance générale (la « société »), constituée en vertu de la Loi sur les assurances du Québec, pratique l'assurance de dommages envers ses membres. Ses activités sont faites uniquement au Canada. La société détient en propriété exclusive la filiale « 9350-0189 Québec Inc ». Le siège social est situé au 257, boulevard du Centenaire, Saint-Basile, (Québec), G0A 3G0, Canada.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables décrites ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par la société à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés, à moins d'indications contraires.

PRINCIPES DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les conventions comptables et l'information financière présentée sont conformes aux recommandations de l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés de la société sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société. Les informations financières sont présentées en dollars canadiens arrondis au millier de dollars près, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés sont préparés selon le coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont évalués à la juste valeur ou en tenant compte de la valeur temporelle de l'argent :

- actifs financiers disponibles à la vente
- actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
- part du réassureur dans la provision des sinistres en voie de règlement
- provision des sinistres en voie de règlement

Le bilan consolidé est présenté sur une base non ordonnée. Les éléments indiqués à chaque poste peuvent inclure à la fois des soldes courants et des soldes non courants. Lorsqu'il y a lieu, la répartition de ces soldes en éléments courants et non courants est présentée aux notes correspondantes.

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de la société le 22 février 2017.

CONSOLIDATION

La société présente des états financiers consolidés avec sa filiale 9350-0189 Québec inc. Cette filiale est consolidée à partir de la date de création, soit le 8 novembre 2016. L'acquisition est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les soldes intersociétés ainsi que les produits et les charges liés aux transactions intersociétés sont éliminés lors de la consolidation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les éléments de trésorerie immédiatement disponibles ou convertibles en trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués uniquement de la trésorerie.

INSTRUMENTS FINANCIERS - ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La société classe ses instruments financiers par catégorie en fonction de leur nature, de leurs caractéristiques et de leur utilisation par la société au moment de la comptabilisation initiale. À la constatation initiale, tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur. Après la constatation initiale, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement :

Actifs et passifs financiers	Classement
Trésorerie et équivalents de trésorerie	À la juste valeur par le biais du résultat net
Dépôts à terme	Disponibles à la vente
Billets et prêts	Prêts et créances
Obligations	Disponibles à la vente
Fonds de placement	Disponibles à la vente
Promutuel Réassurance et Fonds de garantie	Disponibles à la vente
Promutuel Société de portefeuille inc.	Disponibles à la vente
Primes à recevoir et autres débiteurs	Prêts et créances
Créditeurs, emprunts et parts sociales	Autres passifs financiers

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les instruments financiers avec un délai normalisé de livraison sont comptabilisés selon la date de règlement. Les coûts de transaction liés aux actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat sont inscrits dans les revenus de placement au résultat. Les coûts de transaction des autres instruments financiers sont inclus dans la valeur comptable à la comptabilisation initiale. Les revenus sur les placements sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice et sont présentés nets des frais. Les gains et pertes réalisés sur cession sont calculés selon le coût moyen.

À l'acquisition, la société classe ses instruments financiers dans l'une des catégories suivantes :

a) Actifs et passifs détenus à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur au bilan et toute variation de la juste valeur ainsi que tous les gains et pertes réalisés lors de la cession sont constatés au résultat net au cours de l'exercice au cours duquel ils se produisent.

b) Actifs détenus jusqu'à leur échéance et prêts et créances

Les instruments financiers classés comme prêts et créances et les actifs détenus jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts calculés selon cette méthode ainsi que les gains et pertes à la cession sont comptabilisés au résultat.

À chaque date des états financiers, la société considère comme une indication de dépréciation les difficultés financières de l'émetteur, une faillite ou un défaut de paiement des intérêts ou du capital. Lorsqu'il y a une indication de dépréciation, une provision pour perte est constituée afin d'ajuster la valeur comptable. Cette provision est reconnue immédiatement au résultat net.

c) Actifs disponibles à la vente

Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les gains et pertes non réalisés sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à la décomptabilisation ou jusqu'à ce que les actifs subissent une perte de valeur. À ce moment, les gains ou pertes cumulés au cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le résultat net.

Une perte de valeur est considérée lorsqu'il y a une diminution de la juste valeur et qu'il existe une indication objective d'une dépréciation prolongée de cet actif. Le montant de la perte est égal à la différence entre le coût d'acquisition amorti et la juste valeur actuelle diminuée de toute perte de valeur déjà comptabilisée.

Lorsque la juste valeur d'un instrument d'emprunt classé comme disponible à la vente augmente au cours d'une période ultérieure, et que cette augmentation peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation en résultat net de la perte de valeur, cette dernière est reprise et est comptabilisée au résultat jusqu'au montant maximum de la perte comptabilisée antérieurement. Toutefois, les pertes de valeur comptabilisées au résultat pour un instrument de capitaux propres classé comme disponible à la vente ne sont pas reprises au résultat, mais sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu.

Les intérêts sur les instruments d'emprunt sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrits au résultat. Les dividendes sur les instruments de capitaux propres sont comptabilisés au résultat dès qu'est établi le droit de la société à en recevoir le paiement. Les gains ou pertes de change sur les actifs financiers classés dans les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

La société classe dans les actifs disponibles à la vente les instruments de capitaux propres qui ne disposent pas d'un cours coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable. S'il existe une indication objective de dépréciation de ces actifs, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés déterminée au taux d'intérêt courant du marché pour des actifs similaires.

d) Autres passifs financiers

Les instruments financiers classés comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts calculés selon cette méthode sont inscrits au résultat. S'il y a décomptabilisation de l'instrument financier, les gains et pertes sont comptabilisés au résultat.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE) RÉASSURANCE ET PART DU RÉASSUREUR DANS LES PROVISIONS

Dans le cours normal de ses activités, la société utilise la réassurance pour limiter son exposition au risque. La réassurance cédée signifie le transfert d'un risque d'assurance et de la prime à son réassureur. Elle présente les soldes liés à la réassurance sur la base du solde brut dans le bilan afin d'indiquer l'ampleur du risque de crédit associé à la réassurance ainsi que ses obligations envers les titulaires de police.

a) Part du réassureur dans les sinistres en voie de règlement

Les montants de réassurance que la société prévoit recouvrer à l'égard des sinistres impayés et des frais de règlement sont comptabilisés à titre d'actif au même moment et selon des principes cohérents avec la méthode utilisée par la société pour déterminer le passif afférent.

b) Part du réassureur dans les primes non gagnées

La part du réassureur dans les primes non gagnées est comptabilisée à titre d'élément d'actif au même moment et selon des principes cohérents avec la méthode utilisée par la société pour déterminer le passif lié aux primes non gagnées.

FRAIS REPORTÉS

Les frais reportés englobent les commissions des agents, la taxe sur primes et les autres charges directement associées à l'acquisition de primes. Ces coûts sont reportés et amortis sur la durée des polices connexes dans la mesure où ils sont jugés récupérables, après avoir tenu compte des sinistres et des frais inhérents ainsi que des revenus de placement prévus. Ils sont amortis en fonction de la comptabilisation des primes au résultat.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique tient compte de tous les coûts directement attribuables à l'acquisition.

Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des autres immobilisations corporelles est calculé sur les composantes significatives qui ont des durées d'utilité homogènes, de sorte à amortir le coût initial sur les durées d'utilité estimées en tenant compte de la valeur résiduelle. Les méthodes et taux d'amortissement sont :

Catégorie	Mode	Taux ou durée
Bâtisse	Dégressif	4 % et 8 %
Amélioration locative	Linéaire	5 ans
Mobilier-équipement	Dégressif	20 % et 30 %
Automobiles	Dégressif	30 %

La durée d'utilité, le mode d'amortissement et la valeur résiduelle sont revus annuellement en tenant compte de la nature des actifs, de l'usage prévu et de l'évolution technologique. Les gains ou les pertes sur cession correspondent à la différence entre le produit de cession et la valeur comptable. Ils sont présentés dans les frais dans l'état des résultats.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée d'utilité selon les méthodes et taux suivants :

Catégorie	Mode	Durée
Clientèle	Linéaire	3 et 5 ans

La durée d'utilité, le mode d'amortissement et la valeur résiduelle sont revus annuellement en tenant compte de la nature des actifs, de l'usage prévu et de l'évolution technologique. Les gains ou les pertes sur cession correspondent à la différence entre le produit de cession et la valeur comptable. Ils sont présentés dans les frais d'opération dans l'état des résultats. L'amortissement de la clientèle est présenté dans les autres frais.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Lors de circonstances ou d'événements importants pouvant indiquer une perte de valeur, la société réévalue la valeur comptable des actifs à long terme. Une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'actif excède la valeur recouvrable. La valeur recouvrable de l'actif est considérée comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Le montant de toute perte de valeur représente l'excédent de la valeur comptable nette sur la valeur recouvrable et est imputé au résultat.

PROVISIONS

a) Sinistres en voie de règlement

Des estimations des pertes individuelles sont fournies pour chaque sinistre déclaré. De plus, des provisions sont établies pour les frais de règlement, la matérialisation des sinistres déclarés et pour les sinistres subis mais non déclarés, d'après l'expérience passée et les polices en vigueur. La provision est établie selon la méthode canadienne, laquelle est conforme à la pratique établie par l'Institut canadien des actuaires (ICA). Comme requis par les normes de l'Institut canadien des actuaires et les exigences réglementaires, la provision pour les sinistres en voie de règlement est présentée en tenant compte de la valeur temporelle de l'argent avec une marge pour écart défavorable. Les estimations nécessaires sont revues périodiquement et les modifications qui peuvent y être apportées sont reflétées dans les résultats de l'exercice. Les récupérations et recouvrements par subrogation sont comptabilisés lorsqu'il est probable qu'ils se réalisent.

b) Primes non gagnées

Les primes sont comptabilisées au résultat au fur et à mesure de l'écoulement du terme des contrats selon la méthode dite d'expiration mensuelle. Les primes non gagnées représentent la proportion non écoulée des contrats en fin d'exercice.

c) Commissions de réassurance non gagnées

Les commissions de réassurance non gagnées sont comptabilisées à titre d'élément de passif selon des principes cohérents avec la méthode utilisée par la société pour déterminer les frais d'acquisition reportés.

INSUFFISANCE DE PRIMES

À chaque date d'états financiers, la société évalue la suffisance de sa provision pour primes non gagnées pour couvrir les frais futurs associés aux contrats en vigueur. Une évaluation est effectuée pour estimer les coûts futurs de sinistres et les frais connexes nets du revenu de placement généré. Toute insuffisance de la provision est inscrite en diminution des frais reportés. Si les frais reportés sont insuffisants, l'excédent est constaté au résultat, et une provision est inscrite au passif.

AUTRES PROVISIONS

La société comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources économiques est nécessaire pour régler l'obligation et que le montant relatif à cette obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les passifs éventuels sont divulgués si l'obligation future est probable et que le montant relatif à cette obligation ne peut être raisonnablement estimé.

IMPÔTS

La société comptabilise les impôts sur le résultat étendu suivant la méthode axée sur le bilan. La provision pour impôts sur le résultat étendu comporte deux composantes : les impôts exigibles et les impôts différés. Les impôts exigibles sont composés des montants qui devraient être payables ou récupérables par suite de l'exploitation durant l'année en cours. Les impôts différés calculés sur une base non actualisée découlent des changements durant l'année des écarts temporels cumulatifs entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leurs assiettes fiscales respectives, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont. L'actif d'impôts différés est constaté dans la mesure où la réalisation future de l'avantage fiscal est probable. L'effet sur les impôts différés d'un changement de taux d'imposition est constaté dans le résultat net, sauf pour l'impôt lié aux autres éléments du résultat étendu, en tel cas, l'effet d'un changement de taux d'imposition est constaté dans les autres éléments du résultat étendu.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE) IMPÔTS (SUITE)

Des incertitudes existent quant à l'interprétation de règles fiscales complexes qui ont des conséquences sur le montant ainsi que sur le moment de la réalisation des impôts sur le revenu. Compte tenu de cette complexité, des ajustements aux impôts sur le revenu déjà reconnus pourront être requis pour tenir compte des différences entre les résultats réels et les provisions faites. Le montant de ces provisions est établi en tenant compte de certains facteurs dont les résultats des vérifications fiscales et les opinions divergentes entre la société et les autorités fiscales quant aux règles relatives à l'impôt.

PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont classées au passif, car il existe une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie au gré du détenteur.

CAPITAUX PROPRES

Les parts privilégiées sont présentées à la valeur nominale à laquelle les parts ont été émises. Les intérêts sur parts privilégiées sont inclus dans les capitaux propres dans l'exercice où le versement est approuvé par le conseil d'administration.

Les excédents non répartis incluent les résultats des années antérieures et de l'année courante. Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé des gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente et du cumul des gains et pertes actuariel(le)s sur les régimes de retraite.

Les ristournes aux membres sont incluses dans le passif et au résultat dans l'exercice où le versement est approuvé par le conseil d'administration.

PRIMES ET CONTRATS D'ASSURANCE

Les contrats sont classés à titre de contrats d'assurance lorsqu'ils comprennent au minimum un risque d'assurance significatif. La société détermine le risque significatif à la suite de l'analyse des caractéristiques des contrats types. Les contrats qui ne répondent pas à cette définition sont classés comme des contrats d'investissement.

Tous les contrats émis par la société répondent à la définition de contrat d'assurance. Les revenus de primes des contrats d'assurance et des contrats acceptés en réassurance sont comptabilisés lorsque les primes deviennent exigibles. Les primes sont réparties aux résultats au fur et à mesure de l'écoulement du terme des contrats selon la méthode dite d'expiration mensuelle. La portion des revenus de primes correspondant à la proportion non écoulee des contrats en fin d'exercice est incluse dans les primes non gagnées au passif.

GROUPEMENT DES ASSUREURS AUTOMOBILES

Lorsque certains propriétaires d'automobile ne sont pas en mesure de souscrire une assurance sur le marché de l'assurance volontaire, ils sont assurés par l'intermédiaire du Groupement des assureurs automobiles (GAA). De plus, les assureurs peuvent choisir de céder certains risques au Plan de répartition des risques (PRR), lequel est géré par le GAA. Les risques liés aux contrats d'assurance du GAA et aux contrats cédés par les assureurs au PRR sont partagés entre les assureurs de dommages en fonction de la part de marché qu'ils occupent et du volume cédé au PRR. La société applique à ces contrats d'assurance les mêmes conventions comptables qu'elle applique aux contrats d'assurance établis directement pour ses titulaires de contrats.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Avantages à court terme

Il s'agit d'avantages payables dans les douze mois suivant la date de clôture autres que les indemnités de fin de contrat, tels les salaires et commissions, les cotisations sociales et certaines primes. Une charge est comptabilisée au titre de ces avantages à court terme sur la période au cours de laquelle les services ayant donné droit à ces avantages ont été rendus.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Avantages postérieurs à l'emploi

Les employés et la société participent à des régimes de retraite multi-employeurs à prestations définies qui regroupent Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et les sociétés mutuelles membres du Groupe. Ces régimes de retraite correspondent à des régimes à prestations définies et représentent des régimes auxquels la mutuelle participe et pour lesquels elle s'engage formellement sur un niveau de prestations et assume donc le risque actuariel et le risque de placement. Les régimes assurent à ses employés et à ses cadres des prestations de retraite établies en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen de fin de carrière. Le calcul est effectué à chaque clôture annuelle, et les données individuelles concernant les salariés sont revues chaque année par un actuairé indépendant.

Le coût des services, qui comprend le coût des services courants et des services passés, est comptabilisé à l'état des résultats. Les frais d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'actualisation aux passifs ou actifs des régimes de retraite pour la période. Le taux d'actualisation est déterminé par référence aux taux de rendement du marché des obligations d'entreprise de haute qualité. Les frais d'intérêts sont inscrits à l'état des résultats dans les intérêts sur financement des régimes de retraite.

Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de l'écart entre le rendement réel et le taux d'actualisation des régimes sur les actifs des régimes de retraite capitalisés, des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des régimes à prestations définies et des gains ou pertes d'expérience sur cette même obligation. Tous les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

L'actif ou le passif au titre des régimes de retraite à prestations définies se calcule comme la valeur actualisée de l'obligation de ces régimes nette de la juste valeur des actifs des régimes de retraite.

CONTRAT DE LOCATION

Les contrats visant la location de biens qui n'ont pas pour effet d'exposer la société à la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location simple. Les paiements effectués sont comptabilisés en charge selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location et présentés dans les frais d'opérations.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur des instruments financiers est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur est établie à l'aide des cours acheteurs provenant d'un marché actif. Si ce n'est pas le cas, la juste valeur est établie à partir des prix de marché prévalant pour des instruments ayant des caractéristiques et des profils de risque similaires ou des modèles d'évaluation interne ou externe utilisant des données observables sur le marché. La note 30 explique en détail ces bases de calcul.

OPÉRATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DU GROUPE PROMUTUEL

La société effectue des opérations avec les institutions du Groupe Promutuel. Ces opérations sont effectuées dans le cours normal des activités et sont assujetties à des conditions normales de marché. Les principales opérations sont présentées distinctement dans les états financiers consolidés.

3 UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Les estimations et hypothèses importantes concernant l'évaluation des sinistres en voie de règlement sont présentées à la note 18, celles concernant les actifs et passifs au titre des régimes de retraite à la note 8 et celles concernant les regroupements d'entreprises sont présentées à la note 32.

Les états financiers consolidés requièrent le jugement de la direction relativement à la comptabilisation des instruments financiers, à la détermination des composantes des immobilisations et à l'évaluation des pertes objectives.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4 MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES À VENIR

L'IASB a publié de nouvelles normes dont l'application sera obligatoire dans les prochains exercices. Plusieurs de ces nouvelles normes n'auront aucune incidence sur les états financiers de la société, de sorte qu'elles ne sont pas abordées. Voici les principales normes émises, mais non encore en vigueur, qui pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés :

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

L'IASB a publié la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », qui remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires ». Cette nouvelle norme précise la manière de reconnaître les produits et le moment auquel ceux-ci doivent être reconnus selon un modèle unique en 5 étapes, ainsi que des requis additionnels de divulgation. L'IASB a également annoncé la modification de la date d'application de cette nouvelle norme aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore évalué les impacts de cette norme sur ses états financiers consolidés et ne prévoit pas l'appliquer de façon anticipée.

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IASB a publié la version définitive de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » en ce qui a trait au classement, à la comptabilisation, à l'évaluation et à la dépréciation des actifs et passifs financiers. Cette norme remplace les dispositions de la norme IAS 39, « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et remplace toutes les versions antérieures de l'IFRS 9. La norme exige que les actifs financiers soient évalués au coût amorti ou à la juste valeur en fonction du modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses actifs. La norme contient également des modifications concernant la comptabilisation des passifs financiers, de la reconnaissance des pertes de crédit attendues ainsi que de la comptabilité de couverture. Les dispositions de la nouvelle norme s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et doivent être appliquées rétrospectivement, à certaines exceptions près. L'adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore évalué les impacts de cette norme sur ses états financiers consolidés et ne prévoit pas l'appliquer de façon anticipée.

En septembre 2016, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » intitulé « Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance ». Cet amendement offre deux options aux entités qui émettent des contrats d'assurance en conformité avec IFRS 4. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La société n'a pas encore évalué les impacts de cette norme sur ses états financiers consolidés et ne prévoit pas l'appliquer de façon anticipée.

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

L'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16 « Contrats de location ». Cette nouvelle norme permet la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location au bilan selon un modèle unique. Le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même. Les dispositions de la nouvelle norme s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise uniquement pour les entités qui appliquent également IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ». La société n'a pas encore évalué les impacts de cette norme sur ses états financiers consolidés et ne prévoit pas l'appliquer de façon anticipée.

IAS 7 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

L'IASB a publié un amendement à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie ». L'amendement intitulé « Initiative concernant les informations à fournir » exige de fournir des informations concernant les variations des passifs de financement. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. L'adoption anticipée est permise. La société n'a pas encore évalué les impacts de cette norme sur ses états financiers consolidés et ne prévoit pas l'appliquer de façon anticipée.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 TOTAL DES REVENUS

	2016	2015
Primes nettes gagnées	37 702 \$	38 919 \$
Revenus de commissions de réassurance	2 446	2 613
Autres revenus liés aux frais d'opérations	96	95
Revenus nets de placement	2 517	2 333
Total des revenus	42 761 \$	43 960 \$

6 REVENUS NETS DE PLACEMENT

Exercice terminé le 31 décembre 2016

	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts créances et autres	Total
Revenus d'intérêts	44 \$	802 \$	75 \$	921 \$
Revenus de financement de primes			866	866
Total des revenus d'intérêts	44	802	941	1 787
Dividendes		586		586
Autres revenus attribués		177		177
Honoraires		(13)		(13)
Frais de placement		(79)		(79)
Total des revenus nets de placement	44	1 473	941	2 458
Gains (pertes) sur disposition de placement		59		59
	44 \$	1 532 \$	941 \$	2 517 \$

Exercice terminé le 31 décembre 2015

	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts créances et autres	Total
Revenus d'intérêts	39 \$	860 \$	80 \$	979 \$
Revenus de financement de primes			909	909
Total des revenus d'intérêts	39	860	989	1 888
Dividendes		426		426
Autres revenus attribués		105		105
Honoraires		(13)		(13)
Frais de placement		(73)		(73)
	39 \$	1 305 \$	989 \$	2 333 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7 AUTRES FRAIS

	2016	2015
Amortissement de clientèle	932 \$	1 017 \$
Perte sur dévaluation de clientèle	112	
Autres	2	
	1 046 \$	1 017 \$

8 RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés et la société participent à des régimes de retraite multi-employeurs à prestations définies qui regroupent Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et les sociétés mutuelles membres du groupe. Les régimes mis en place par la mutuelle sont constitués d'un régime à l'intention des employés et d'un régime à l'intention des directeurs généraux. Les cotisations des employés et des employeurs sont versées dans les régimes. Ces régimes sont administrés par des comités de retraite composés de représentant des employeurs, d'employés et de retraités. Les comités de retraite sont chargés de l'administration du régime et de l'élaboration de la stratégie de placement.

Les régimes sont des régimes de fin de carrière basés sur la moyenne des cinq meilleures années de salaire. Ces régimes ne comportent aucune clause d'indexation.

Ces régimes de retraite correspondent à des régimes à prestations définies et représentent des régimes auxquels la mutuelle participe et pour lesquels elle s'engage formellement sur un niveau de prestations et assume donc le risque actuariel et le risque de placement. Comme les modalités de fonctionnement des régimes font en sorte que l'évolution future des salaires aura une incidence sur le montant des prestations futures, le coût des prestations et la juste valeur de l'obligation au titre des régimes à prestations définies sont généralement déterminés à partir de calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables concernant principalement le rendement prévu des placements des régimes et le taux d'actualisation de l'obligation des régimes, mais aussi, et dans une moindre importance, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et le taux de mortalité. Les frais d'administration des régimes sont payables directement par les employeurs. Depuis le 1^{er} avril 2015, les frais de gestion des actifs des régimes sont payables directement par les régimes; auparavant, ces frais étaient payables par les employeurs.

En 2015, une entente a été conclue entre les gestionnaires des régimes de retraite et une compagnie d'assurance pour procéder au transfert des prestations liées aux services rendus par des retraités des régimes. La somme transférée, pour l'ensemble du Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et les sociétés mutuelles membres du Groupe, totalise 68 300 \$ à titre d'actifs à la compagnie d'assurance pour la cession d'une partie des prestations des retraités. Cependant, ces transactions ne constituent pas une liquidation, car les régimes de retraite conservent une obligation juridique envers les retraités.

Un actuaire indépendant procède à l'analyse des données individuelles concernant les participants aux régimes. Il détermine le niveau de cotisation minimum selon les résultats de son examen. Selon la nouvelle Loi sur les régimes complémentaires de retraite en vigueur le 1^{er} janvier 2016, les employeurs doivent effacer tout déficit des régimes sur une période maximale de 15 ans.

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies pour l'année en cours à partir de l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2015. La prochaine évaluation doit être effectuée en date du 31 décembre 2018.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

8 RÉGIMES DE RETRAITE (SUITE)

La charge des régimes de retraite est la suivante :

	2016	2015
Au résultat		
Coût des services courants (employeur)	521 \$	493 \$
Coût des services passés (employeur)	(134)	2
Frais d'administration des régimes	60	36
Intérêt net sur financement des régimes	6	2
Charges au résultat	453	533

Aux autres éléments du résultat étendu

Déficit (excédent) des rendements des actifs, à l'exclusion des montants inclus dans l'intérêt net sur le financement des régimes	(441)	(245)
Pertes (gains) actuariel(s)les découlant des modifications dans les hypothèses		
- démographiques		218
- financières	476	(128)
- autres	722	(24)
Perte sur achat de rentes		178
Frais de gestion des actifs des régimes		19
Charges (économies) aux autres éléments du résultat étendu	757	18

Charges (économies) de l'exercice au résultat étendu	1 210 \$	551 \$
---	-----------------	---------------

Rapprochement de la capitalisation des régimes

Actif des régimes

Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	14 647 \$	13 525 \$
Rendement réel de l'actif des régimes	1 043	801
Cotisations de l'employeur	394	384
Cotisations salariales	330	323
Prestations versées et règlements	(467)	(228)
Transfert de régimes	(44)	20
Perte sur achat de rentes		(178)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	15 903 \$	14 647 \$

Obligation au titre des prestations définies

Obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice	14 740 \$	13 506 \$
Coût des services pour l'employeur (courants et passés)	387	495
Coût financier	608	558
Pertes (gains) actuariel(s)les découlant des modifications dans les hypothèses	1 198	66
Cotisations salariales	330	323
Prestations versées et règlements	(467)	(228)
Transfert de régimes	(44)	20
Juste valeur de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	16 752 \$	14 740 \$

Actif (passif) au titre des régimes de retraite	(849) \$	(93) \$
--	-----------------	----------------

Présenté aux bilans :

Actif au titre des régimes de retraite	97 \$	38 \$
Passif au titre des régimes de retraite	(946) \$	(131) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

8 RÉGIMES DE RETRAITE (SUITE)

L'actif des régimes est composé des éléments suivants :

	2016	2015
Placements cotés sur des marchés actifs		
Capitaux propres	7 994 \$	6 979 \$
Obligations	2 627	1 913
Biens immobiliers	1 840	1 721
Trésorerie	86	177
Rentes cédées en vertu d'un contrat d'assurance	3 235	3 405
Autres	121	452
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'année	15 903 \$	14 647 \$

Le taux de rendement effectif des régimes est de : 7.41 % 5.92 %

Les principales hypothèses utilisées pour l'évaluation de l'obligation et du coût au titre des régimes à prestations définies sont les suivantes :

	2016	2015
Taux d'actualisation	3.85 à 3.95 %	4.0 à 4.1 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3.00 à 3.50 %	3.0 à 3.5 %

La table de mortalité utilisée en 2016 et 2015 est CPM 2014 avec projection selon échelle CPM-B publiée par l'Institut canadien des actuaires.

Sensibilité de l'obligation au titre des régimes à prestations définies

	2016	2015
Hausse de 1 %		
Modification du taux d'actualisation	(2 640) \$	(2 233) \$
Modification du taux d'augmentation de la rémunération	833 \$	759 \$
Baisse de 1 %		
Modification du taux d'actualisation	3 499 \$	2 970 \$
Modification du taux d'augmentation de la rémunération	(688) \$	(646) \$
Hausse d'une année de l'espérance de vie des retraités à 65 ans	346 \$	300 \$

Contributions prévues pour les prochains exercices

La société estime devoir contribuer pour un montant de 383 \$ (395 \$ en 2015) à ses propres régimes de retraite à prestations définies au cours du prochain exercice.

La durée moyenne de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période est de 18 ans (18 ans en 2015).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ÉTENDU ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2016	2015
Résultat avant impôts	1 386 \$	4 600 \$
Taux d'imposition de base fédéral et provincial	27 %	27 %
Impôts selon le taux de base	373 \$	1 237 \$
Augmentation (diminution) des impôts imputables aux éléments suivants :		
Revenus non imposables	(109)	(92)
Dépenses non déductibles	99	76
Autres	110	3
Total de la charge (économie) d'impôts au résultat	473 \$	1 224 \$

La charge d'impôts se détaille comme suit :

Total de la charge (économie) d'impôts au résultat net	473 \$	1 224 \$
---	---------------	-----------------

Autres éléments du résultat étendu

Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net		
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur les actifs disponibles à la vente	212	(249)
Reclassement au résultat de l'exercice des pertes (gains) réalisé(e)s sur les actifs disponibles à la vente	(16)	
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net		
Gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite	(203)	(5)
Total de la charge (économie) d'impôts aux autres éléments du résultat étendu	(7)	(254)

Total de la charge (économie) d'impôts au résultat étendu	466 \$	970 \$
--	---------------	---------------

La charge d'impôts est répartie comme suit :

Impôts exigibles		
Exercice courant	759 \$	1 136 \$
Ajustement des exercices antérieurs	92	1
	851	1 137
Impôts différés		
Exercice courant	(383)	(168)
Ajustement des exercices antérieurs	(2)	1
	(385)	(167)
Total de la charge (économie) d'impôts au résultat étendu	466 \$	970 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT ÉTENDU ET IMPÔTS DIFFÉRÉS (SUITE)

Tous les impôts différés relativement aux différences temporelles déductibles sont comptabilisés dans les états financiers consolidés. Les impôts différés sont composés des écarts entre la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable au bilan. Ces écarts proviennent :

	Exercice terminé le 31 décembre 2016				
	Solde au 1 ^{er} janvier	Résultat net	Autres éléments du résultat étendu	Acqui- sition d'entre- prise	Solde au 31 décembre
Actif (passif) d'impôts différés					
Placements	2 \$	(2) \$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	20	(1)			19
Immobilisations incorporelles	492	177			669
Provision nette pour sinistres en voie de règlement	123	22			145
Actif (passif) des régimes de retraite	83	(14)	203		272
Total d'impôts différés	720 \$	182 \$	203 \$	\$	1 105 \$
Total d'actif d'impôts différés	720 \$				1 105 \$

	Exercice terminé le 31 décembre 2015				
	Solde au 1 ^{er} janvier	Résultat net	Autres éléments du résultat étendu	Acqui- sition d'entre- prise	Solde au 31 décembre
Actif (passif) d'impôts différés					
Placements	2 \$	\$	\$	\$	2 \$
Immobilisations corporelles	23	(3)			20
Immobilisations incorporelles	341	151			492
Provision nette pour sinistres en voie de règlement	137	(14)			123
Actif (passif) des régimes de retraite	50	33			83
Total d'impôts différés	553 \$	167 \$	\$	\$	720 \$
Total d'actif d'impôts différés	553 \$				720 \$

10 INFORMATION SUR LE RÉSULTAT ÉTENDU

	2016	2015
Le résultat étendu inclut les éléments suivants :		
Rémunération et charges sociales	9 534 \$	9 596 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	167	177
Amortissement des immobilisations incorporelles	932	1 017
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	112	
Dépenses de location		
Loyer	71	79
Équipement	5	5
Pertes (gains) sur disposition d'immobilisations corporelles	(2)	1
Revenus de location	(96)	(95)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

11 ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et l'équivalent de trésorerie se composent des éléments suivants :

	2016	2015
Trésorerie	4 199 \$	1 564 \$

Au cours de l'exercice, les flux de trésorerie découlant des intérêts, des dividendes, de la taxe sur primes et des impôts sur le résultat sont les suivants :

	2016	2015
Dividendes perçus	586 \$	426 \$
Intérêts perçus	1 834 \$	1 910 \$
Intérêts payés (encaissés) sur financement des régimes de retraite	7 \$	1 \$
Taxes sur primes payées	1 664 \$	1 836 \$
Impôts exigibles (encaissés) payés	1 724 \$	1 384 \$

12 PLACEMENTS

	2016		2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE				
Billet à terme - Groupe Promutuel Fédération	\$	\$	2 200 \$	2 209 \$
Billet à terme - Promutuel Société de portefeuille inc.			225	226
Prêts	87	91	90	95
	87	91	2 515	2 530
DISPONIBLES À LA VENTE				
Dépôts à terme	1 191	1 191	2 041	2 041
Obligations émises ou garanties par :				
Province canadienne	3 825	3 825	4 584	4 584
Municipalité canadienne	10 046	10 046	12 373	12 373
Autres canadiennes - Cote A et plus	213	213	220	220
Fonds de placement Promutuel - unité « A »				
Fonds de titres de créances	6 073	6 073	4 048	4 048
Fonds de titres de capitaux propres	17 837	17 837	14 641	14 641
Fonds de placement Promutuel - Autres unités				
Fonds de titres de sociétés affiliées	785	785	432	432
Promutuel Réassurance - Participation au capital	134	134	134	134
Fonds de garantie Promutuel - Participation au capital	225	225	225	225
Promutuel Société portefeuille inc. - Actions ordinaires			240	240
Promutuel Société portefeuille inc. - Actions privilégiées			225	225
	40 329	40 329	39 163	39 163
	40 416 \$	40 420 \$	41 678 \$	41 693 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

13 GAINS ET PERTES NON RÉALISÉS SUR LES ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

	2016			
	Coût amorti	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur
Dépôts à terme	1 134 \$	57 \$	\$	1 191 \$
Obligations	13 266	821	3	14 084
Fonds de placement Promutuel - unité « A »				
Fonds de titres de créances	6 140		67	6 073
Fonds de titres de capitaux propres	15 521	3 026	710	17 837
Fonds de placement Promutuel - Autres unités	792		7	785
Promutuel Réassurance	134			134
Fonds de garantie Promutuel	225			225
	37 212 \$	3 904 \$	787 \$	40 329 \$
	2015			
	Coût amorti	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur
Dépôts à terme	1 951 \$	91 \$	1 \$	2 041 \$
Obligations	15 979	1 202	4	17 177
Fonds de placement Promutuel - unité « A »				
Fonds de titres de créances	4 011	39	2	4 048
Fonds de titres de capitaux propres	13 524	1 899	782	14 641
Fonds de placement Promutuel - Autres unités	427	5		432
Promutuel Réassurance	134			134
Fonds de garantie Promutuel	225			225
Promutuel Société de portefeuille inc.	525		60	465
	36 776 \$	3 236 \$	849 \$	39 163 \$

Comptabilisation d'une perte de valeur

Selon les normes IFRS, à la fin de l'exercice, la société détermine s'il existe des indications objectives quant au fait que des instruments de capitaux propres disponibles à la vente aient pu subir une perte de valeur. Une indication objective pour un instrument de capitaux propres disponibles à la vente inclut, entre autres, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur de l'instrument en dessous de son coût.

Classement des pertes de valeur des instruments de capitaux propres	2016	2015
Moins de 25 % en dessous de la valeur comptable	717 \$	842 \$
Total des pertes non réalisées sur les instruments de capitaux propres	717 \$	842 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

14 PRIMES À RECEVOIR

Primes à recevoir	2016	2015
Agents et courtiers		
Moins de 90 jours	387 \$	462 \$
90 jours et plus	5	1
Membres		
Moins de 90 jours	496	409
90 jours et plus	41	33
Primes échelonnées	15 394	14 247
	16 323	15 152
Provision pour mauvaises créances	(6)	(6)
	16 317 \$	15 146 \$

La société considère que la provision pour mauvaises créances, déterminée sur la base de la tendance historique, couvre le risque de défaut de paiement des clients. La valeur comptable des primes à recevoir dont le délai de perception est supérieur à 90 jours constitue un risque de défaut de crédit.

La mauvaise créance de l'exercice est de 8 \$ (73 \$ en 2015) et est inscrite dans les frais d'opérations.

15 FRAIS REPORTÉS

	2016	2015
Solde au 1 ^{er} janvier	2 205 \$	2 398 \$
Amortissement	(2 205)	(2 398)
Frais reportés de l'exercice	2 152	2 205
Solde	2 152 \$	2 205 \$

16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2016			
	Solde au 1 ^{er} janvier	Acqui- sition	Cession	Solde au 31 décembre
Coût				
Terrain et bâtisse	4 928 \$	\$	\$	4 928 \$
Améliorations locatives	145			145
Mobilier-équipement	1 426	8		1 434
Automobiles	47		24	23
Total du coût	6 546 \$	8 \$	24 \$	6 530 \$
Amortissement cumulé		Amortis- sement	Cession	
Bâtisse	1 815 \$	103 \$	\$	1 918 \$
Améliorations locatives	108	8		116
Mobilier-équipement	1 165	55		1 220
Automobiles	41	1	21	21
Total de l'amortissement cumulé	3 129 \$	167 \$	21 \$	3 275 \$
Valeur nette comptable				
Terrain et bâtisse	3 113 \$			3 010 \$
Améliorations locatives	37			29
Mobilier-équipement	261			214
Automobiles	6			2
Valeur nette comptable	3 417 \$			3 255 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

Coût	2015			
	Solde au 1 ^{er} janvier	Acqui- sition	Cession	Solde au 31 décembre
Terrain et bâtisse	4 928 \$	\$	\$	4 928 \$
Améliorations locatives	113	32		145
Mobilier-équipement	1 406	25	5	1 426
Automobiles	47			47
Total du coût	6 494 \$	57 \$	5 \$	6 546 \$
Amortissement cumulé		Amortis- sement	Cession	
Bâtisse	1 707 \$	108 \$	\$	1 815 \$
Améliorations locatives	105	3		108
Mobilier-équipement	1 103	63	1	1 165
Automobiles	38	3		41
Total de l'amortissement cumulé	2 953 \$	177 \$	1 \$	3 129 \$
Valeur nette comptable				
Terrain et bâtisse	3 221 \$			3 113 \$
Améliorations locatives	8			37
Mobilier-équipement	303			261
Automobiles	9			6
Valeur nette comptable	3 541 \$			3 417 \$

17 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Coût	2016			
	Solde au 1 ^{er} janvier	Acqui- sition	Cession	Solde au 31 décembre
Clientèle	3 055 \$	2 768 \$		5 823 \$
Amortissement cumulé		Amortis- sement	Cession	
Clientèle	2 004 \$	1 044 \$		3 048 \$
Valeur nette comptable	1 051 \$			2 775 \$
	2015			
	Solde au 1 ^{er} janvier	Acqui- sition	Cession	Solde au 31 décembre
Clientèle	3 342 \$	\$	287 \$	3 055 \$
Amortissement cumulé		Amortis- sement	Cession	
Clientèle	1 274 \$	1 017 \$	287 \$	2 004 \$
Valeur nette comptable	2 068 \$			1 051 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

18 PROVISION POUR SINISTRES EN VOIE DE RÈGLEMENT

La provision pour sinistres en voie de règlement ainsi que la part du réassureur à cet égard constituent des estimations qui peuvent subir des variations importantes dans l'année. Ces variations sont imputables à des événements touchant le règlement ultime des sinistres, mais qui ne sont pas encore survenus et qui ne se réaliseront peut-être pas avant un certain temps. Ces variations peuvent être aussi causées par de l'information supplémentaire concernant les sinistres, des changements à l'interprétation des contrats par les tribunaux ou des écarts importants par rapport aux tendances historiques sur le plan de la gravité ou de la fréquence des sinistres. Les estimations sont principalement fondées sur l'expérience de la société. Les méthodes d'estimation utilisées produisent, de l'avis de la société, des résultats raisonnables compte tenu des données actuellement connues.

Ces estimations sont ensuite actualisées de manière à tenir compte de la valeur temporelle de l'argent. Le taux d'intérêt utilisé pour actualiser la provision est fondé sur le taux de rendement prévu par la société à l'égard de son portefeuille de placement en appariement avec sa provision.

Le montant actualisé de la provision pour sinistres en voie de règlement reflète les hypothèses quant aux revenus de placement futur, aux flux de trésorerie prévus et à la constitution des provisions pour détérioration des résultats. Puisque les estimations relatives aux provisions de sinistres sont assujetties à l'incertitude relative à la mesure, la société inclut des provisions pour écarts défavorables dans ses hypothèses d'évaluation. L'inclusion de provisions pour écarts défavorables est conforme aux normes actuarielles canadiennes. Elles permettent de s'assurer que les montants du passif actuariel sont suffisants pour régler les prestations futures.

La provision pour sinistres en voie de règlement est composée de :

	Provision brute	Part du Réassureur	Provision nette
Provision pour sinistres non déclarés au 31 décembre 2016			
Provision	827 \$	122 \$	705 \$
Effet de l'actualisation au taux de 3.2 %	(577)	(223)	(354)
Provision pour écarts défavorables	1 175	336	839
Total de la provision pour sinistres non déclarés	1 425	235	1 190
Provision pour sinistres déclarés au 31 décembre 2016	13 370	3 856	9 514
Provision au 31 décembre 2016	14 795 \$	4 091 \$	10 704 \$

Provision pour sinistres non déclarés au 31 décembre 2015

Provision	1 107 \$	199 \$	908 \$
Effet de l'actualisation au taux de 3.5 %	(378)	(115)	(263)
Provision pour écarts défavorables	1 028	270	758
Total de la provision pour sinistres non déclarés	1 757	354	1 403
Provision pour sinistres déclarés au 31 décembre 2015	11 070	3 315	7 755
Provision au 31 décembre 2015	12 827 \$	3 669 \$	9 158 \$

L'évolution de la provision des sinistres en voie de règlement est la suivante :

	Provision brute	Part du Réassureur	Provision nette
Provision au 1er janvier 2015	14 783 \$	4 600 \$	10 183 \$
Sinistres et frais de règlement de l'année 2015	26 623	3 007	23 616
Variation de la provision pour les années antérieures à 2015	(265)	139	(404)
Effet de l'actualisation en 2015	10	14	(4)
Total des sinistres subis pour l'exercice au 31 décembre 2015	26 368	3 160	23 208
Sinistres versés au cours de l'exercice 2015	(28 324)	(4 091)	(24 233)
Provision au 31 décembre 2015	12 827	3 669	9 158
Sinistres et frais de règlement de l'année 2016	30 568	4 073	26 495
Variation de la provision pour les années antérieures à 2016	(1 412)	(378)	(1 034)
Effet de l'actualisation en 2016	(199)	(108)	(91)
Total des sinistres subis pour l'exercice au 31 décembre 2016	28 957	3 587	25 370
Sinistres versés au cours de l'exercice 2016	(26 989)	(3 165)	(23 824)
Provision au 31 décembre 2016	14 795 \$	4 091 \$	10 704 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

18 PROVISION POUR SINISTRES EN VOIE DE RÈGLEMENT (SUITE)

La méthode de détermination de la provision pour les sinistres en voie de règlement est la même que celle utilisée lors de l'exercice précédent. Au 31 décembre 2016, les changements d'hypothèses n'ont eu aucune incidence significative sur la provision pour les sinistres en voie de règlement.

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions de sinistres en voie de règlement par année de survenance des sinistres. Cette évaluation est fondée sur le règlement de la provision initiale, net de l'attribution d'une portion des revenus générés par les placements en appariement avec la provision.

	Évolution de la provision brute - par année de survenance									
	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Provision initiale brute	4 797	9 569	6 725	4 489	3 359	6 030	4 613	6 973	5 887	4 978
Évolution de la provision :										
Après 1 an	4 733	8 436	6 124	3 819	2 859	4 951	3 646	6 361	5 211	4 296
Après 2 ans		8 003	6 551	3 826	2 987	4 777	3 640	5 971	5 026	4 550
Après 3 ans			6 266	3 789	2 829	5 027	3 662	6 489	5 048	4 661
Après 4 ans				3 520	2 813	4 263	3 418	6 587	5 419	4 739
Après 5 ans					2 786	4 092	3 733	6 318	4 919	4 580
Après 6 ans						3 985	3 725	6 410	4 891	4 568
Après 7 ans							3 558	6 409	4 938	5 247
Après 8 ans								6 369	4 962	4 432
Après 9 ans									4 941	4 467
Après 10 ans										4 448
Suffisance (insuffisance) cumulative en % de la provision initiale	1%	16%	7%	22%	17%	34%	23%	9%	16%	11%

Les provisions brutes initiales des dix dernières années ont une moyenne de suffisance de 16 %.

	Évolution de la provision nette - par année de survenance									
	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Provision initiale nette	4 291	6 641	5 840	3 765	2 874	3 676	3 918	5 097	4 571	3 283
Évolution de la provision :										
Après 1 an	4 186	5 704	5 190	3 226	2 449	2 970	3 107	4 920	4 007	3 008
Après 2 ans		5 322	5 641	3 217	2 568	2 817	3 126	4 787	3 819	3 011
Après 3 ans			5 316	3 176	2 465	3 027	3 145	5 229	3 837	3 011
Après 4 ans				2 965	2 449	2 923	2 910	5 171	3 799	2 996
Après 5 ans					2 427	2 790	3 211	5 039	3 726	2 960
Après 6 ans						2 687	3 203	5 035	3 699	2 952
Après 7 ans							3 045	5 212	3 745	2 858
Après 8 ans								5 172	3 767	2 310
Après 9 ans									3 747	1 961
Après 10 ans										2 056
Suffisance (insuffisance) cumulative en % de la provision initiale	2%	20%	9%	21%	16%	27%	22%	-1%	18%	37%

Les provisions nettes initiales des dix dernières années ont une moyenne de suffisance de 17 %.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

18 PROVISION POUR SINISTRES EN VOIE DE RÈGLEMENT (SUITE)

Sensibilité au développement des provisions

L'estimation de la provision pour les sinistres en voie de règlement se fonde sur diverses hypothèses. Le taux d'actualisation et la matérialisation de la provision pour les sinistres en voie de règlement sont deux variables importantes de l'évaluation.

La société estime qu'une diminution de 1 % du taux d'actualisation de la provision pour les sinistres en voie de règlement diminuerait le résultat avant impôt de 120 \$ (81 \$ en 2015). L'augmentation de 1 % du taux d'actualisation de la provision pour les sinistres en voie de règlement augmenterait le résultat avant impôt de 115 \$ (79 \$ en 2015).

La société estime qu'une augmentation de 5 % de la matérialisation de la provision pour les sinistres en voie de règlement diminuerait le résultat avant impôt de 453 \$ (430 \$ en 2015). Une diminution de 5 % de la matérialisation des sinistres en voie de règlement augmenterait le résultat de 476 \$ (452 \$ en 2015).

L'échéancier prévu du règlement de la provision pour les sinistres en voie de règlement s'établit ainsi :

	31 décembre 2016					Valeur au bilan
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	
Provision au passif						
Biens	4 145 \$	264 \$	\$	\$	\$	4 409 \$
Responsabilité	2 622	2 741	2 822	161		8 346
Automobiles	1 941	99				2 040
Total	8 708 \$	3 104 \$	2 822 \$	161 \$	\$	14 795 \$

Part du réassureur dans la provision à l'actif

Biens	1 354 \$	73 \$	\$	\$	\$	1 427 \$
Responsabilité	670	638	1 242	11		2 561
Automobiles	98	5				103
Total	2 122 \$	716 \$	1 242 \$	11 \$	\$	4 091 \$

	31 décembre 2015					Valeur au bilan
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	
Provision au passif						
Biens	2 239 \$	249 \$	\$	\$	\$	2 488 \$
Responsabilité	4 685	2 787	704	6		8 182
Automobiles	2 063	94				2 157
Total	8 987 \$	3 130 \$	704 \$	6 \$	\$	12 827 \$

Part du réassureur dans la provision à l'actif

Biens	714 \$	154 \$	\$	\$	\$	868 \$
Responsabilité	1 722	662	176			2 560
Automobiles	236	5				241
Total	2 672 \$	821 \$	176 \$	\$	\$	3 669 \$

19 PRIMES NON GAGNÉES

Le rapprochement de la provision pour les primes non gagnées est composé de :

	Primes non gagnées		
	brutes	Part du réassureur	nettes
Solde au 1er janvier 2015	24 945 \$	3 967 \$	20 978 \$
Primes souscrites	47 204	9 327	37 877
Primes gagnées au cours de l'exercice	(48 452)	(9 533)	(38 919)
Primes non gagnées au 31 décembre 2015	23 697 \$	3 761 \$	19 936 \$
Primes souscrites	48 372 \$	9 864 \$	38 508 \$
Primes gagnées au cours de l'exercice	(47 275)	(9 573)	(37 702)
Primes non gagnées au 31 décembre 2016	24 794 \$	4 052 \$	20 742 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

20 COMMISSIONS DE RÉASSURANCE NON GAGNÉES

	2016	2015
Solde au 1 ^{er} janvier	1 054 \$	1 112 \$
Amortissement de l'exercice	(1 054)	(1 112)
Commissions de réassurance non gagnées de l'exercice	1 133	1 054
Solde	1 133 \$	1 054 \$

21 FOURNISSEURS ET AUTRES FRAIS COURUS

	2016	2015
Membres	42 \$	73 \$
Rémunération et charges sociales	1 457	1 610
Acquisition d'immobilisations incorporelles	154	
Taxes de vente	1 597	1 499
Autres fournisseurs et frais courus	1 197	896
	4 447 \$	4 078 \$

22 PARTS SOCIALES

La société est autorisée à émettre 1 000 000 de parts sociales, rachetables au gré du détenteur, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 5 dollars chacune. Au 31 décembre 2016, la société a 18 786 parts sociales émises (18 786 en 2015).

23 PARTS PRIVILÉGIÉES

Autorisées

Nombre illimité de parts privilégiées de catégorie « A », sans droit de vote, rachetables au gré de l'émetteur, excepté pour Fonds de garantie Promutuel qui a un droit de rachat conformément à la Loi sur les assurances, intérêts annuels de rangs prioritaires et cumulatifs au taux maximum des obligations du Québec 10 ans majoré de 3 %, d'une valeur nominale de 100 dollars chacune :

Catégorie « A », prioritaires aux parts sociales

La société n'a aucune part privilégiée d'émission.

24 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	2016	2015
Placements disponibles à la vente		
Gains non réalisés	3 904 \$	3 236 \$
Pertes non réalisées	(787)	(849)
	3 117	2 387
Impôts afférents	(839)	(643)
	2 278	1 744
Gains (pertes) actuariel(le)s sur les régimes de retraite	(2 417)	(1 660)
Impôts afférents	650	447
	(1 767)	(1 213)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	511 \$	531 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

25 GESTION DU CAPITAL

La société définit son capital comme l'ensemble des éléments qui sont présentés dans les capitaux propres.

La gestion du capital de la société est effectuée de façon à préserver un capital adéquat afin de permettre un développement optimal. Elle vise également à respecter les exigences en matière de capital dictées par l'Autorité des marchés financiers. Les politiques et les procédures de la société sont établies afin de gérer et de limiter les risques auxquels la société est exposée. Le conseil d'administration de la société a approuvé une politique de gestion du capital. La conformité à cette politique fait l'objet d'un suivi périodique.

La société est tenue, par la Loi sur les assurances du Québec, de respecter des exigences en matière de capital. L'autorité des marchés financiers exige que la société établisse un niveau cible interne de capital reflétant son profil de risque et qu'elle se conforme à un test de capital minimum (TCM). Le niveau cible dont la société s'est dotée, supporté par un rapport produit par l'actuaire désigné portant sur l'examen dynamique de suffisance de capital, est de maintenir un test de capital minimum (TCM) supérieur à 195 % (210 % en 2015).

Au 31 décembre 2016, le TCM de la société répond aux exigences réglementaires et est composé des montants suivants :

	2016	2015
Capital disponible	29 223 \$	27 438 \$
Capital requis	7 613	6 426
Excédent du capital disponible sur le capital requis	21 610	21 012
Capital excédentaire au niveau cible de la société	14 378 \$	13 943 \$
Ratio du capital disponible sur le capital requis (TCM)	384 %	427 %

26 ENGAGEMENTS

La société loue des locaux dont les baux viennent à échéance entre le 31 décembre 2017 et le 30 septembre 2021. La majorité des contrats sont renouvelables à leur échéance.

	2016	2015
Dépenses de loyer		
Moins d'un an	80 \$	73 \$
Un à cinq ans	120	88
Total	200 \$	161 \$

Elle loue également des équipements dont les baux viennent à échéance le 31 mars 2020. Il n'y a pas d'option de renouvellement prévu à l'échéance dans ces contrats.

Les paiements minimaux futurs à effectuer en vertu de ces contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

	2016	2015
Dépenses de location d'auto et d'équipement		
Moins d'un an	6 \$	5 \$
Un à cinq ans	12	15
Total	18 \$	20 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

26 ENGAGEMENTS (SUITE)

La société est le bailleur pour des locaux dont les baux viennent à échéance entre le 30 septembre 2017 et le 28 février 2018. La majorité des contrats sont renouvelables à leur échéance.

	2016	2015
Revenus de loyer		
Moins d'un an	90 \$	96 \$
Un à cinq ans	12	102
Total	102 \$	198 \$

Au cours de l'exercice, la société a signé avec le Fonds de Placement Promutuel une convention de participation au Fonds de capitalisation Promutuel. Selon les modalités de la convention, la société s'est engagée à verser une somme additionnelle de 240 \$ à titre de participation obligatoire.

Au 30 novembre 2016, Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale a un déficit accumulé de 18 millions de dollars (déficit de 9 millions de dollars au 30 novembre 2015). Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale a le pouvoir, selon la Loi sur les assurances du Québec, de procéder à des cotisations générales ou spéciales des sociétés mutuelles membres pour rembourser ce déficit. Les primes souscrites de la société représentent 6 % des primes souscrites de Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale.

27 INCIDENCE DES PROGRAMMES DE RÉASSURANCE SUR LE RÉSULTAT PROGRAMME DE CESSION DE RÉASSURANCE

Dans le cours normal des affaires, la société réassure certains risques auprès de son réassureur en vue de limiter sa responsabilité en cas de sinistres ou d'une série de sinistres résultant d'un même événement. L'incidence de la cession de la réassurance sur le résultat étendu de la société est la suivante :

	2016	2015
Cession de prime au réassureur	(9 573) \$	(9 533) \$
Recouvrement de sinistre du réassureur	3 587	3 160
Commissions de réassurance	2 446	2 613
Augmentation (diminution) du résultat avant impôts	(3 540) \$	(3 760) \$

28 CONCENTRATION DU RISQUE D'ASSURANCE

Renseignements géographiques

Les activités d'assurance se déroulent exclusivement dans la province de Québec. La majorité des polices de la société sont concentrées dans le territoire établi par Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale.

Principaux clients

Les produits de la société sont issus de nombreux titulaires de police. Aucun titulaire ne génère plus de 10 % du total des produits.

Les primes souscrites par secteur d'activité sont les suivantes :

	2016	2015
Primes directes souscrites		
Automobiles	19 366 \$	19 142 \$
Biens et responsabilité	29 006	28 062
Total des primes souscrites	48 372 \$	47 204 \$

Les primes nettes gagnées par secteur d'activité sont les suivantes :

	2016	2015
Primes directes nettes gagnées		
Automobiles	17 314 \$	18 293 \$
Biens et responsabilité	20 388	20 626
Total des primes nettes gagnées	37 702 \$	38 919 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

29 SENSIBILITÉ AUX RISQUES D'ASSURANCE PAR SECTEUR

Taux bruts	2016			2015		
	Taux sinistres bruts	Taux frais bruts	Taux combinés bruts	Taux sinistres bruts	Taux frais bruts	Taux combinés bruts
Primes directes						
Automobiles	66 %	-	-	68 %	-	-
Biens et responsabilité	58 %	-	-	45 %	-	-
Total	61 %	32 %	93 %	54 %	31 %	85 %

Taux nets	2016			2015		
	Taux sinistres nets	Taux frais nets	Taux combinés nets	Taux sinistres nets	Taux frais nets	Taux combinés nets
Primes directes						
Automobiles	69 %	-	-	71 %	-	-
Biens et responsabilité	66 %	-	-	50 %	-	-
Total	67 %	33 %	100 %	60 %	32 %	92 %

Au 31 décembre 2016, la société évalue qu'une modification du taux de sinistres nets ou du taux des frais nets aurait l'effet suivant sur le résultat net :

	Exercice terminé le 31 décembre 2016		
	avant impôts	impôts	net
Diminution du résultat			
Augmentation de 5 % du taux des sinistres nets sur les primes directes			
Automobiles	866 \$	233 \$	633 \$
Biens et responsabilité	1 019	274	745
Total	1 885 \$	507 \$	1 378 \$
Augmentation de 1 % du taux de frais nets total	377 \$	101 \$	276 \$

	Exercice terminé le 31 décembre 2015		
	avant impôts	impôts	net
Diminution du résultat			
Augmentation de 5 % du taux de sinistres nets sur les primes directes			
Automobiles	915 \$	246 \$	669 \$
Biens et responsabilité	1 031	277	754
Total	1 946 \$	523 \$	1 423 \$
Augmentation de 1 % du taux de frais nets total	389 \$	105 \$	284 \$

Une diminution du même pourcentage aurait l'effet inverse sur le résultat net de la société.

30 GESTION DES RISQUES

La politique de placement de la société définit les objectifs, la répartition, les contraintes, les responsabilités ainsi que les critères d'évaluation de la performance. La conformité à cette politique fait l'objet d'un suivi périodique.

Les analyses de sensibilité ne comprennent pas l'incidence de la variation des risques liés aux régimes de retraite de la société.

A) Risque de taux d'intérêt

Un risque de taux d'intérêt existe lorsqu'un actif financier est investi dans un instrument financier portant intérêt à taux fixe. Ces actifs financiers sont exposés au risque que la valeur des instruments financiers portant intérêt varie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt du marché. Certains actifs financiers, comme les actions, ne portent pas intérêt. De ce fait, la société est peu exposée à ces instruments financiers au risque découlant des fluctuations des taux d'intérêt en vigueur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

30 GESTION DES RISQUES (SUITE)

A) Risque de taux d'intérêt (suite)

De plus, les fluctuations de taux d'intérêts modifient l'évaluation de la valeur de la provision des sinistres en voie de règlement. Cette évaluation est effectuée selon le taux de rendement prévu des actifs détenus en appariement.

Au 31 décembre 2016, la société estime qu'une fluctuation de plus ou moins 1 % serait considérée comme probable selon l'évolution récente des conditions des marchés financiers. Elle estime qu'une variation de 1 % des taux d'intérêt aurait l'effet suivant sur le résultat étendu de la société :

	2016	2015
Augmentation de 1 % du taux d'intérêt		
Résultat net	177 \$	153 \$
Autres éléments du résultat étendu	(808)	(868)
Avoir des membres	(631) \$	(715) \$

Une diminution de 1 % du taux d'intérêt aurait l'effet inverse sur le résultat étendu de la société.

L'échéancier et les taux d'intérêt des placements, sauf ceux n'ayant pas d'échéance spécifique, s'établissent ainsi :

Échéancier au 31 décembre 2016						
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	Valeur au bilan
Placements						
Dépôts à terme	316 \$	875 \$	\$	\$	\$	1 191 \$
Obligations	1 227	2 475	6 420	3 962		14 084
Prêts	3	8	8	27	41	87
	1 546 \$	3 358 \$	6 428 \$	3 989 \$	41 \$	15 362 \$
Total (en pourcentage)	10 %	22 %	42 %	26 %	%	100 %
Taux d'intérêt effectif	1.42 %	1.43 %	2.22 %	2.83 %	3.20 %	2.13 %
Échéancier au 31 décembre 2015						
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	Valeur au bilan
Placements						
Dépôts à terme	825 \$	885 \$	331 \$	\$	\$	2 041 \$
Obligations	1 225	2 802	4 598	8 552		17 177
Billet à terme	780	1 420				2 200
Billet à terme - Société de portefeuille inc.					225	225
Prêts	3	7	8	25	47	90
	2 833 \$	5 114 \$	4 937 \$	8 577 \$	272 \$	21 733 \$
Total (en pourcentage)	13 %	24 %	23 %	39 %	1 %	100 %
Taux d'intérêt effectif	1.93 %	2.42 %	1.92 %	2.57 %	6.59 %	2.36 %

Pour gérer le risque de fluctuation de taux d'intérêt, la société est dotée d'une politique de placement approuvée par son conseil administration, qui prévoit l'appariement de ses éléments d'actif et de passif. Les placements de la société doivent respecter la structure de ses engagements financiers.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

30 GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier libellé en devises étrangères fluctue en raison de la variation des taux de change.

Les opérations de la société sont effectuées en totalité en devises canadiennes à l'exception de 1 472 \$ (4 684 \$ en 2015) d'actifs investis en devises étrangères. Au 31 décembre 2016, la société estime qu'une augmentation de 10 % du taux de change des devises étrangères par rapport au dollar canadien engendrerait une diminution de 107 \$ (342 \$ en 2015) du résultat étendu et des capitaux propres. Une diminution de 10 % du taux de change représente une somme équivalente à l'effet inverse.

La société est d'avis qu'un taux de 10 %, basé sur la volatilité moyenne par rapport aux devises étrangères de la dernière année, représente une variation éventuelle raisonnable du risque de taux de change.

C) Autre risque de marché

Un autre risque de marché est le risque que la valeur des instruments financiers varie par suite des fluctuations des prix du marché autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou de taux de change. Ces fluctuations peuvent être attribuables à des facteurs spécifiques à l'émetteur ou à des facteurs influant sur tous les instruments négociés sur un marché. Le risque maximum découlant des instruments financiers est équivalent à leur juste valeur. La société gère ce risque par une diversification des titres détenus.

Au 31 décembre 2016, la société estime qu'une hausse de 10 % des marchés boursiers augmenterait le résultat étendu et l'avoir des membres de 1 304 \$ (1 070 \$ en 2015). Une diminution de 10 % aurait l'effet équivalent à l'inverse.

Un changement de 10 % est considéré comme probable selon l'évolution récente des conditions des marchés boursiers.

D) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que les sources de liquidité deviennent insuffisantes pour respecter les versements prévus sur les passifs financiers. Afin de gérer ses exigences de trésorerie, la société conserve des liquidités et une partie de ses placements sous forme de titres facilement négociables pour pallier tout risque de liquidité.

L'échéance contractuelle des passifs financiers, des provisions liées aux contrats d'assurance et des taxes de vente de la société s'établit ainsi :

	Échéancier au 31 décembre 2016					Valeur au bilan
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	
Provisions pour						
Sinistres en voie de règlement	8 708 \$	3 104 \$	2 822 \$	161 \$		\$ 14 795 \$
Primes non gagnées	24 794					24 794
Commissions de réassurance non gagnées	1 133					1 133
Créditeurs	5 057					5 057
Parts sociales	94					94
TOTAL	39 786 \$	3 104 \$	2 822 \$	161 \$	\$	45 873 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

30 GESTION DES RISQUES (SUITE)

	Échéancier au 31 décembre 2015					Valeur au bilan
	Moins d'un an	Un à trois ans	Trois à cinq ans	Cinq à dix ans	Plus de dix ans	
Provisions pour						
Sinistres en voie de règlement	8 987 \$	3 130 \$	704 \$	6 \$	\$	12 827 \$
Primes non gagnées	23 697					23 697
Commissions de réassurance non gagnées	1 054					1 054
Créditeurs	4 494					4 494
Parts sociales	94					94
TOTAL	38 326 \$	3 130 \$	704 \$	6 \$	\$	42 166 \$

E) Risque de crédit et diversification

Le risque de crédit correspond au risque que des contreparties ou des débiteurs ne respectent pas leurs engagements envers la société. Les politiques de placement et de financement de primes de la société visent à limiter ce risque en assurant une diversification des contreparties ou des débiteurs, et une exposition limitée à un même émetteur. De plus, la politique de placement impose des minimums sur la cote de crédit des émetteurs.

Le risque de crédit maximal associé aux instruments financiers correspond à la valeur comptable des actifs financiers, déduction faite de toute provision pour pertes. Conséquemment, la valeur comptable inscrite au bilan pour les instruments financiers correspond au risque de crédit maximal de la société.

Au 31 décembre 2016, aucun actif financier ne représente 10% et plus du total des placements de la société.

F) Risque de tarification

Le risque lié à la tarification est le risque selon lequel un prix établi est insuffisant pour assurer un rendement adéquat pour les membres, comparativement aux objectifs de rentabilité de la société. Ce risque peut relever d'une évaluation inadéquate du marché ou des coûts reliés aux sinistres.

La société gère ce risque au moyen d'analyses régulières de sa tarification comparée à sa récente expérience et au taux du marché. Les hypothèses entourant la tarification sont révisées régulièrement et tiennent compte des coûts de la réassurance.

G) Risque de souscription

Le risque de souscription correspond au risque résultant de la sélection des risques et de la gestion des clauses des contrats d'assurance. La société s'est dotée de politiques de souscription et d'inspection des risques qui définissent ses limites de rétention et sa tolérance au risque. Lorsque les limites de rétention de la société sont atteintes, la société cède le risque excédentaire à son réassureur.

H) Risque de réassurance

La société a comme politique de réassurer ses contrats d'assurance afin de limiter son exposition à des pertes importantes. La réassurance ne dégage pas la société de ses engagements envers ses détenteurs de police. Par conséquent, la société est exposée au risque de crédit lié aux montants cédés au réassureur. Cependant, la société surveille régulièrement la situation financière de son réassureur.

Le contrat de réassurance indique que la société est sujette à une rétention nette de 731 \$ (656 \$ en 2015) par événement. De plus, l'ensemble des sociétés mutuelles membres du Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale est protégé jusqu'à concurrence de 215 000 \$ (210 000 \$ en 2015) dans le cas où un seul événement donnerait lieu à une série d'indemnités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

30 GESTION DES RISQUES (SUITE)

I) Risque d'évaluation de la juste valeur

La société utilise une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données utilisées dans les techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La hiérarchie comporte 3 niveaux :

Niveau 1 : Évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs

Niveau 2 : Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de paramètres observables sur le marché

Niveau 3 : Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de paramètres non observables sur le marché

	2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers au bilan évalués à la juste valeur :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 199 \$	\$	\$	4 199 \$
Placements disponibles à la vente		37 994	2 335	40 329
	4 199 \$	37 994 \$	2 335 \$	44 528 \$

	2015			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers au bilan évalués à la juste valeur :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 564 \$	\$	\$	1 564 \$
Placements disponibles à la vente		35 866	3 297	39 163
	1 564 \$	35 866 \$	3 297 \$	40 727 \$

Actifs évalués à la juste valeur selon le niveau 3 :

	2016	2015
Solde au début de l'exercice	3 297 \$	3 888 \$
Total des gains (pertes) comptabilisé(e)s :		
Résultat net	(44)	12
Autres éléments du résultat étendu	15	(31)
Acquisitions	349	743
Dispositions	(1 282)	(1 315)
Solde au 31 décembre	2 335 \$	3 297 \$

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1, 2 et 3 pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015.

J) Évaluation à la juste valeur

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est établie selon les méthodes suivantes :

- Les dépôts à terme, les prêts et billets sont évalués avec des techniques basées selon l'actualisation des flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt du marché pour des instruments comportant des conditions similaires.
- Les obligations et le Fonds de placement Promutuel sont évalués avec des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de paramètres observables sur le marché.
- La juste valeur de la participation dans le capital de Promutuel Réassurance et de Fonds de garantie Promutuel est établie à partir de la valeur de rachat de ces participations puisqu'elles sont rachetables à un prix déterminable au moment de leur émission et ne peuvent être modifiées par les résultats financiers subséquents.
- La juste valeur de la trésorerie, les primes à recevoir et autres débiteurs et les créditeurs est présumée correspondre à leur valeur comptable compte tenu de leur échéance à court terme ou que le taux d'intérêt de l'instrument se rapproche des taux en vigueur observables sur le marché.

Sensibilité des instruments financiers classés dans le niveau 3

La société effectue des analyses de sensibilité pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3. Pour les dépôts à terme classés comme étant des actifs disponibles à la vente, l'effet de la substitution de données non observables par une ou plusieurs hypothèses raisonnablement possibles n'entraîne pas une variation significative de la juste valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2016

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

31 OPÉRATIONS CONCLUES AVEC LES PARTIES LIÉES

La société est membre de Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale. Elle participe au capital de Promutuel Réassurance et de Fonds de garantie Promutuel. De plus, par le biais de Fonds de placement Promutuel, elle détient une participation dans Fonds de capitalisation Promutuel et dans des fonds communs de placement de titres de créances et de capitaux propres. Jusqu'au 31 juillet 2016, la société détenait une participation dans Promutuel Société de portefeuille inc.

Les opérations de réassurance sont conclues avec Promutuel Réassurance. La société participe à des régimes de retraite multi-employeurs à prestations définies regroupant Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale et les sociétés mutuelles membres du Groupe. Le détail concernant les régimes de retraite est présenté à la note 8.

Les transactions entre les parties liées, conclues dans le cours normal des affaires, sont les suivantes :

Institutions du Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale

	2016	2015
Indemnités et frais inhérents	590 \$	657 \$
Frais d'opérations	3 667	3 356
Frais de placement	92	86
Revenus de placement	861	611

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs ainsi que les cadres de la société. La rémunération cumulative des principaux dirigeants est :

Au 31 décembre 2016	Adminis- trateurs	Cadres	Total
Avantages à court terme	139 \$	604 \$	743 \$
Avantages postérieurs à l'emploi		79	79
Total de la rémunération au 31 décembre 2016	139 \$	683 \$	822 \$

Au 31 décembre 2015	Adminis- trateurs	Cadres	Total
Avantages à court terme	116 \$	705 \$	821 \$
Avantages postérieurs à l'emploi		96	96
Total de la rémunération au 31 décembre 2015	116 \$	801 \$	917 \$

32 ÉVÈNEMENT SUBSÉQUENT

En janvier 2017, la filiale « 9350-0189 Québec inc. » a procédé à l'acquisition de 30% des actions en circulation d'une société pour un montant de 405 \$. En 2016, la société a versé un montant de 142 \$ le solde 263 \$ sera payé à même les liquidités de la filiale.

Glossaire de termes financiers

Certains termes figurant dans ce rapport financier sont employés dans le sens défini ci-dessous, lequel est propre au secteur canadien de l'assurance ou à Groupe Promutuel.

CÉDER Terme de réassurance servant à décrire l'achat par un assureur initial d'une assurance auprès du réassureur qui prend le risque à sa charge, afin de couvrir la totalité ou une partie d'un risque assuré par l'assureur initial.

CESSION AU RÉASSUREUR Pour chaque prime souscrite, un montant est versé au réassureur, selon le traité de réassurance en vigueur.

COÛT DES SINISTRES

i) **Indemnités et frais inhérents (bruts)** Total des montants des sinistres engagés en vertu d'une police d'assurance, par suite d'un sinistre lié à un événement assuré, y compris les frais de règlements, tels que les frais d'experts, les frais internes et les frais juridiques.

ii) **Recouvrement du réassureur** En conformité avec le traité de réassurance en vigueur, total des sommes recouvrées auprès du réassureur en ce qui concerne le règlement des sinistres.

ÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR Évaluation qui a pour objectif de déterminer approximativement les montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes.

FRAIS D'OPÉRATION Incluent les frais d'exploitation (les frais d'administration principalement) et les frais d'acquisition (les frais de vente).

PARTS PRIVILÉGIÉES Éléments des capitaux propres de la société, émis en conformité avec le règlement autorisant l'émission de parts privilégiées de la société.

PRIMES BRUTES GAGNÉES En assurance de dommages, primes gagnées en fonction du temps écoulé, sans tenir compte de la réassurance.

PRIMES NETTES GAGNÉES En assurance de dommages, primes gagnées en fonction du temps écoulé, déduction faite des primes de réassurance.

PRIMES NON GAGNÉES En assurance de dommages, les primes non gagnées représentent la proportion des primes souscrites afférentes à la période de couverture restante à la clôture de l'exercice. Il s'agit d'un passif pour la société, car advenant le cas d'annulation de la police, la prime non gagnée est payable à l'assuré.

PRIMES SOUSCRITES En assurance de dommages, primes stipulées dans les contrats d'assurance conclus au cours de l'exercice, incluant les opérations effectuées avec des regroupements d'assureur, plus la réassurance acceptée.

RÉASSUREUR Assureur reprenant la totalité ou une partie d'un risque pris en charge à l'origine par l'assureur.

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES Résultat net exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens d'ouverture et de clôture.

RÉSULTAT D'ASSURANCE Résultat de l'exercice en cours des activités d'assurance. Aussi appelé « résultat technique ». Il s'agit des primes (-) les frais reliés aux sinistres engagés (-) les frais (opérations, taxes sur primes et revenus de commissions de réassurance).

REVENUS DE COMMISSIONS DE RÉASSURANCE Sommes reçues du réassureur en vertu du traité de réassurance en vigueur à titre de rétribution sur les primes cédées par la société mutuelle.

SINISTRES EN VOIE DE RÈGLEMENT Montant comptabilisé à titre de passif afin de couvrir le coût estimatif ultime du règlement des sinistres, incluant les sinistres subis, mais non déclarés, découlant d'événements survenus avant la fin de l'exercice, déduction faite des montants versés relativement à ces sinistres.

TAXE SUR PRIMES D'ordre provincial, cette taxe obligatoire est calculée sur les primes souscrites de l'exercice.

TEST DU CAPITAL MINIMUM (TCM) Normes minimales de capital à respecter à l'égard des sociétés d'assurance de dommages, établies selon les directives de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

TRAITÉ DE RÉASSURANCE Entente en vertu de laquelle un assureur souscrit à son tour une assurance auprès d'un autre assureur pour la totalité ou une partie du risque qu'il assure. Malgré une telle entente, l'assureur demeure tout de même totalement responsable de ses engagements à l'égard de ses titulaires de contrats.

P